

Thierry BIAIS
Directeur Général du GHT

Nicolas VILAIN
Directeur Délégué

Elias HOKAYEM
Directeur des Finances et
Ressources matérielles

Cellule des Marchés Publics
02.32.73.35.19
cellule.marchespublics@ch-
havre.fr

Affaire suivie par :
J.F SIERON
S.MOUPTE
J.L LETELLIER
02 35 39 35 20

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**MARCHE DE MAINTENANCE GENERALE DE BATIMENT,
D'EXPLOITATION DE CHAUFFAGE, DE PRODUCTION D'ECS, DE
VENTILATION, DE CLIMATISATION ET DES EQUIPEMENTS
ANNEXES AVEC GROS ENTRETIEN RENOUVELLEMENT**

ET

**MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE DES MATERIELS ET
INSTALLATIONS FRIGORIFIQUES, MATERIEL DE CUISSON, DE
PREPARATION, DE REMISE EN TEMPERATURE, MATERIELS DE
LAVERIE DE LA CUISINE CENTRALE.**

Numéro de la consultation : 26DTP004

PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT

Selon les articles R. 2124-1 et R. 2124-2 du code de la commande publique.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Article 1 GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Le Groupement Hospitalier de Territoire Estuaire de la Seine (GHT) dont le Groupe Hospitalier du Havre est l'établissement support, est composé des établissements suivants :

- Groupe Hospitalier du Havre
- Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne)
- Centre Hospitalier Intercommunal des Hautes Falaises (Fécamp)
- Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer)
- Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc
- EHPAD La Belle Etoile
- EHPAD Les Escalles.

Selon l'article L. 6132-3 du Code de la santé publique (CSP) introduit par l'article 107 de la Loi de modernisation de notre système de santé n°2016-41 du 26 janvier 2016 « *l'établissement support désigné par la convention constitutive de GHT assure [...] pour le compte des établissements parties au groupement hospitalier de territoire [...] la fonction achats.* »

Pour piloter la fonction achats mutualisée, le Directeur de l'établissement support de GHT exerce, par dérogation, les compétences et les responsabilités dont disposent en propre les directeurs d'établissements parties (article L 6143-7 du CSP). Ainsi, pour ce qui relève de la fonction achats, l'établissement support :

- Est chargé de la politique, de la planification et de la stratégie d'achat ainsi que du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés et de leurs avenants,
- Assure la passation des marchés et de leurs avenants, conformément aux dispositions du code de la commande publique,
- Est responsable de la signature et de l'exécution des actes juridiques.

Conformément aux dispositions du code de la commande publique, l'établissement partie au GHT assure l'identification et la quantification des besoins, ainsi que l'exécution des marchés publics.

Article 2 POUVOIR ADJUDICATEUR

Dénomination : GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE	Direction : Direction des Achats du GHT
Adresse Siège social : 55 Bis Rue Gustave Flaubert BP 24	CP : 76 083
Localité / Ville : LE HAVRE	Pays : France
Téléphone : 02.32.73.35.19	Télécopieur : 02.32.73.44.18
Courrier électronique Cellule des marchés publics (Mail) : cellule.marchespublics@ch-havre.fr	SIRET : 267 601 714 000 12

ÉTABLISSEMENT EN CHARGE DU DOSSIER	
Dénomination : Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine	Direction : Direction des Service Techniques et Logistiques
Adresse Siège social : 19 Avenue René Coty 76170	CP : 76170
Localité / Ville : Lillebonne	Pays : France
Téléphone : 02 35 39 35 20	Télécopieur : 02 35 39 35 93
Courrier électronique (Mail) : equipe-achat@chi-cvs.fr	SIRET : 267 601 730 00018

3.1 Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la conclusion d'un marché public portant sur :

- la maintenance générale des bâtiments,
- l'exploitation des installations de chauffage,
- la production d'eau chaude sanitaire (ECS),
- la ventilation,
- la climatisation,
- la maintenance des équipements techniques annexes,
- la maintenance préventive et curative des matériels et installations suivants :
 - installations frigorifiques,
 - matériels de cuisson, de préparation et de remise en température,
 - matériels de laverie de la cuisine centrale.
- ainsi que les prestations de gros entretien et de renouvellement (GER),

Le titulaire assure, pendant toute la durée d'exécution du marché, l'ensemble des prestations de maintenance, de gros entretien et de renouvellement nécessaires au maintien :

- des bâtiments,
- des équipements de process,
- des installations techniques liées aux bâtiments,

en bon état de fonctionnement, afin de garantir notamment :

- la pérennité et la conservation des ouvrages immobiliers,
- le fonctionnement normal et continu des équipements et installations,
- la sécurité des personnes et des biens.

L'exécution des obligations du titulaire se traduit par la mise en place et l'application d'un plan de maintenance, couvrant l'ensemble des prestations du marché.

Ce plan de maintenance est structuré selon les domaines suivants :

- Bâtiments,
- Techniques des bâtiments,
- Process.

Il précise notamment :

- les opérations de maintenance préventive,
- les interventions de maintenance curative,
- les actions de gros entretien et de renouvellement.

Un planning prévisionnel de renouvellement des équipements est joint au plan de maintenance.

Les prestations objet du présent marché devront être réalisées :

- dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité applicables,
- en tenant compte des contraintes d'exploitation du site,
- et des spécificités liées aux activités de production culinaire et de blanchisserie.

Le titulaire s'engage à organiser ses interventions de manière à ne pas perturber l'exploitation normale des installations et des activités.

3.2 Répartition des obligations

La répartition des tâches et responsabilités entre :

- les équipes du pouvoir adjudicateur et/ou les utilisateurs des locaux,
- et l'équipe de maintenance du titulaire,

est précisée dans le tableau intitulé « Répartition des obligations entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire », figurant en annexe n° 11 du présent marché.

Pour l'exécution des prestations de maintenance et de renouvellement, les terminologies utilisées sont celles définies par :

- la norme NF EN 13 306,
- et la norme FD X 60-000.

3.3 Nomenclature européenne

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Code CPV	Description
50700000-2	Services de réparation et d'entretien d'installations de bâtiments
50324200-4	Services de maintenance préventive
50720000-1	Services de réparation et d'entretien de systèmes de réfrigération
50883000-8	Services de réparation et d'entretien de matériel de restauration.
50720000-8	Services de réparation et d'entretien de chauffage central.
50721000-5	Mise en état d'exploitation d'installations de chauffage.
09123000-7	Gaz naturel

3.4 Procédure de passation

La présente consultation est lancée sous forme d'un appel d'offre ouvert, en application des articles des articles R. 2124-1 et R. 2124-2 du code de la commande publique.

3.5 Forme du marché

Le présent marché est un marché de service conformément à l'article L.1111-4 du code de la commande publique.

Il est conclu sous la forme d'un marché ordinaire, comprenant :

- une partie traitée à prix global et forfaitaire pour les prestations relevant des postes P2, P3 et P9 ;
- une partie traitée à prix unitaires, sur la base d'un bordereau de prix unitaires (BPU), pour les prestations relevant du poste P1 – fourniture de gaz.

Le montant total estimatif du marché, apprécié sur la durée totale d'exécution, est fixé à 2 800 000,00 € HT.

A titre indicatif, l'établissement a consommé au cours de l'exercice budgétaire précédent les montants suivants :

P1 = 51365.66 HT (479.97 MWH) Année 2025

Equivalent P2, P3 et P9 Cuisine 272 333.29 € HT saison 2024/2025 et Blanchisserie 85 282.32 € HT saison 2024/2025.

NB : Le process de blanchisserie n'est plus en activité depuis juin 2025.

3.6 Marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables susceptibles d'être passés ultérieurement

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, un marché négocié sans mise en concurrence pourra être attribué au titulaire pour la réalisation de prestations similaires. Ces marchés ne pourront être passés au-delà d'une période de trois ans à compter de la notification du présent marché.

3.7 Etablissements concernés par cette consultation et lieux d'exécution

Cette procédure d'achat concerne l'établissement du groupement hospitalier de territoire suivants le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne) ZAC du Manoir – rue des saules 76170 Lillebonne comprenant notamment :

- une cuisine centrale,
- une blanchisserie,
- une chaufferie,
- ainsi que des locaux et installations annexes.

La cuisine centrale est exploitée par le GIP Seine Alim.

La blanchisserie sera exploitée par un prestataire distinct, non identifié à la date de rédaction du présent marché.

Le titulaire devra se comporter et sera tenu aux mêmes obligations vis-à-vis du GIP Seine Alim et du futur exploitant de la blanchisserie, qu'à l'égard du pouvoir adjudicateur.

3.8 Décomposition

3.6.1 Allotissement

Conformément aux dispositions de l'article L.2113-11 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas allouer le présent marché. Du fait de la technicité du site et de la coordination des actions nécessaires dans un délai maîtrisé pour ne pas mettre en péril la production alimentaire et le process, le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement.

3.6.2 Option et Tranches optionnelles

Il n'est pas prévu de décomposition en option ou tranches optionnelles.

3.9 Variante

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation. Les candidats peuvent également proposer une offre variante conformément aux articles R. 2151-8 et suivants du Code de la commande publique, permettant :

- de diminuer les coûts,
- de conseiller le GHT dans le cadre de plans de progrès,
- de prendre en compte une démarche de développement durable,

Ces variantes feront l'objet d'un acte d'engagement, d'un bordereau de prix et d'une offre technique distincts de l'offre de base.

Article 4 DURÉE DU MARCHÉ

Le présent marché prendra effet à compter du 1er juillet 2026 à 0 heure, ou à compter de la date de notification lorsque celle-ci interviendrait après le 1er juillet 2026. Le marché est conclu pour une durée de dix (10) ans. La date de fin d'exécution est fixée au 30 juin 2036.

La durée du marché est nécessaire pour permettre l'amortissement des opérations de gros remplacement du matériel, ainsi que pour assurer la continuité de la maintenance et de l'exploitation des installations.

Article 5 PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes éventuelles (dont le bordereau de prix) dûment signés par le titulaire, dont l'exemplaire unique certifié conforme peut former titre en cas de nantissement ;
- Le cas échéant, les documents relatifs à la mise au point du marché ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire unique conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques (CCTP) dont l'exemplaire unique conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Les plans et documents annexés par le pouvoir adjudicateur
- Les avenants éventuels ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) en vigueur lors de la remise des offres ;
- Le mémoire technique de l'offre du titulaire ;
- Les bons de commande.
- Le Guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat approuvé par la décision N° 2007-17 du 4 mai 2007 du Comité exécutif de l'OEAP.
- La RE 2020 et le décret tertiaire.
- Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (C.C.S. – D.T.U.) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du Ministre de l'Economie, des Finances et de la Privatisation relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire.
- Le Code du Travail
- Le Code de construction et de l'habitation

- Les circulaires DGS N°97/311 du 24 avril 1997, DGS N°98/711 du 31 décembre
- 1998 et DGS N°2002/243 du 24 avril 2002, relatives à la surveillance et à la prévention du risque lié aux légionelles.
- Le Guide du contrat de performance énergétique – Rédigé par le commissariat général au développement durable – Juillet 2010 et modifié avec la RE 2020 et le décret tertiaire.

NOTA : les pièces générales, bien que non jointes au marché, sont réputées connues du Titulaire et les parties leur reconnaissent expressément le caractère contractuel.

Par ailleurs, compte tenu de l'importance des installations, l'exploitant s'engage à se conformer notamment aux prescriptions des documents suivants dont l'énumération n'est pas limitative :

Textes généraux :

- - Sur l'hygiène alimentaire
- - Sur l'utilisation des énergies,
- - Sur le fonctionnement et le contrôle des installations de production de chaleur,
- - Sur les appareils à pression,
- - Sur le rejet des eaux usées,
- - Sur le stockage des produits chimiques dans les locaux techniques et assimilés,
- - Sur les déchets.

Textes portant sur la réglementation :

- Des cuisines collectives
- Des blanchisseries
- Des établissements dangereux, insalubres et incommodes
- De la protection contre les risques d'incendie, des mesures préventives et des secours contre l'incendie.
- Du stockage et de l'emploi des liquides inflammables
- Du cahier des prescriptions techniques générales établies par le centre scientifique et technique du bâtiment, pour les différents corps d'état où serait appelée à s'exercer la mission de l'exploitant les règlements sanitaires
- Du travail à tous les textes modificatifs ou subséquents, et notamment les dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des règlements intérieurs propres à la société occupant l'immeuble
- Régissant les installations électriques et les prescriptions imposées par ERDF et ENEDIS.
- Régissant les installations GAZ et les prescriptions imposées par GRDF et ENGIE.
- Le Titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant son activité.

Article 6 MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

6.1 Définitions et obligations générales des parties contractantes

6.1.1 – Identité des intervenants

Les intervenants seront :

- **Le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine**, propriétaire des installations techniques et gestionnaire de l'exploitation, représenté par son Directeur, désigné par : « le Pouvoir Adjudicateur ».

Il est rappelé que :

La cuisine centrale est exploitée par le GIP Seine Alim.

La blanchisserie sera exploitée par un prestataire distinct, non identifié à la date de rédaction du présent marché.

Le titulaire devra se comporter et sera tenu aux mêmes obligations vis-à-vis du GIP Seine Alim et du futur exploitant de la blanchisserie, qu'à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Le Centre Hospitalier reste l'interlocuteur direct avec le titulaire.

- **L'exploitant**, désigné par : « le TITULAIRE ».

6.1.2 – Emplacement et consistance des installations

Les conditions spécifiques d'exploitation, la liste des installations concernées, le contenu des prestations, sont précisés notamment dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

6.1.4 – Obligations du pouvoir adjudicateur

Le Pouvoir Adjudicateur est responsable des installations et gestionnaire de l'exploitation au regard des tiers sur le plan administratif et financier.

Le Pouvoir Adjudicateur s'engage à respecter les obligations définies dans le C.C.T.P, notamment celles qui ont trait aux conditions d'exécution du présent marché d'exploitation.

6.1.5 – Obligations du titulaire

Le Titulaire est seul responsable, vis à vis des tiers, dans les termes du droit commun, de son administration ou de sa gestion. Le Titulaire devra respecter toutes les réglementations en vigueur pendant toute la durée du marché, ainsi que les règles de l'Art, et devra observer les contraintes d'exploitation en matière de sécurité, d'hygiène et de prévention des accidents du Travail.

Le Titulaire devra se soumettre aux exigences de transparence et s'engage à mettre à disposition du Pouvoir Adjudicateur, tous documents relatifs à l'exploitation.

Le Titulaire et ses éventuels sous-traitants devront se soumettre aux règlements intérieurs et de sécurité, présents ou à venir.

Le Titulaire aura l'obligation de participer activement aux réunions périodiques organisées par le Pouvoir Adjudicateur, dans un esprit de fructueuse collaboration, aura à informer le Pouvoir Adjudicateur de tout événement lié à l'exploitation par télécopie et / ou e-mail sous deux heures, et aura à soumettre au Pouvoir Adjudicateur toutes propositions techniques qui améliorerait l'exploitation.

Le Titulaire devra fournir un rapport annuel d'activité où seront rapportés :

- Le compte rendu technique décomposé en deux thèmes : Exploitation et Travaux du Poste P3.
- Le compte rendu financier décomposé en deux thèmes : Compte d'exploitation et Budget prévisionnel des travaux du Poste P3.

Le titulaire devra fournir au mois de septembre de l'année N-1 un prévisionnel budgétaire comportant les dépenses projetées pour l'année N, compte tenu des éléments et informations dont il dispose.

Le Titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu communication à titre secret ou confidentiel de renseignements, documents ou objet quelconques, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation du pouvoir adjudicateur, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenue à la connaissance du Titulaire à l'occasion de la livraison de la fourniture ou de l'exécution du service.

En cas de violation des obligations mentionnées aux articles 3 à 9 du C.C.A.G FCS, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché peut être résilié aux torts du Titulaire comme il est dit à l'article 41 du C.C.A.G. FCS.

6.1.6 – Prise en charge des installations après la signature du marché

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de la consistance des installations, et des conditions de fonctionnement des installations, dont les grandes lignes sont données au CCTP.

Le Titulaire ne pourra d'autre part arguer d'un manque d'informations ou d'insuffisance de connaissance des installations pour formuler des réserves ou retarder la prise en charge qui sera effectuée en présence du Pouvoir Adjudicateur et de l'Exploitant actuel.

Un procès-verbal des lieux et des installations à la charge de l'exploitant sera établi lors de la prise en charge, par les parties en présence, et comportera notamment un relevé de l'état des stocks, ainsi que des index des différents compteurs de vapeur, de chaleur et d'eau.

Un rapport mentionnant les malfaçons et les anomalies de fonctionnement des installations sera communiqué par le Titulaire au Pouvoir Adjudicateur en mentionnant toutes les réserves éventuelles dans un délai de deux mois suivant la prise en charge contradictoire.

Après ce délai, aucune réserve ne sera recevable et ne pourra justifier de la part du Titulaire, le non-respect de ses obligations contractuelles.

Concernant la maintenance, le Titulaire devra fournir une notice d'instructions pour la maintenance des installations, destinée à son personnel. Cette notice aura été établie, à partir des indications données au CCTP et devra également être soumise au Pouvoir Adjudicateur pour remise de la version définitive.

- un exemplaire devra être laissé dans le local de la centrale de secours,
- un autre exemplaire sera remis aux membres du personnel, responsables des installations

6.1.7 – Prestation de Base

La nature détaillée des prestations est donnée dans le C.C.T.P.

6.2 Identification de l'exploitant

6.2.1 Domicile

Le Titulaire est tenu d'élire domicile sur les lieux de l'exploitation ou à proximité immédiate et de préciser l'adresse de ce domicile au pouvoir adjudicateur.

Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation dans un délai de 15 jours à dater de la notification du marché, toutes les notifications se rapportant à ce marché seront faites à l'adresse du Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine.

6.2.2 Information sur la structure de la société d'exploitation

Le Titulaire devra préciser en annexe à sa proposition, la structure de sa société avec le montant et la répartition de son capital social, ainsi que l'organigramme financier de son groupe d'appartenance avec ses différentes filiales. Ce document sera remis à jour et communiqué chaque année et figurera dans le bilan d'activité annuel, au Pouvoir Adjudicateur.

6.2.3 Moyens en personnel

Le Titulaire devra préciser en annexe à sa proposition, l'organisation qu'il envisage mettre en place, les qualifications et habilitations de son personnel, conformément aux dispositions décrites dans le C.C.T.P.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'exiger du Titulaire, le remplacement d'un de ses employés qui se serait rendu coupable de manquements graves ou préjudiciables ou qui n'aurait pas les qualifications ou compétences requises pour assurer les prestations contractuelles. Compte tenu de la nature de l'établissement, il est demandé au personnel travaillant sur les sites du pouvoir adjudicateur de respecter scrupuleusement le secret professionnel.

6.2.4 Sous-traitance

Le Titulaire pourra confier des prestations à des sociétés ou des prestataires extérieurs, mais devra s'assurer de la qualification de ses sous-traitants en harmonie avec les tâches exécutées, dont le Titulaire restera responsable vis-à-vis du Pouvoir Adjudicateur. A ce titre, il devra fournir un double du contrat de sous-traitance qu'il a contracté avant l'exécution des prestations.

Le Titulaire sera tenu d'appliquer les dispositions de la Loi N°75. 1334 du 31 Décembre 1975 relative à la sous-traitance notamment dans son titre 2 intitulé « du paiement direct » qui s'applique aux marchés passés par l'Etat, les collectivités locales, les établissements et entreprises publiques.

Au regard des dispositions de cette Loi, notamment l'article 5, le Titulaire doit lors de la soumission, indiquer au Pouvoir Adjudicateur la nature et le montant de chacune des prestations qu'il envisage de sous-traiter.

De même, l'article 3 précise que le Titulaire qui entend sous-traiter doit, au moment de la conclusion et pendant toute la durée du contrat ou du marché, faire accepter chaque sous-traitant et agréer les conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance par le Pouvoir Adjudicateur ; de même, le Titulaire est tenu de communiquer le ou les contrats de sous-traitance au Pouvoir Adjudicateur lorsque celui-ci en fait la demande.

Le Pouvoir Adjudicateur se réservera le droit d'accepter ou de refuser une telle sous-traitance.

Le Titulaire devra imposer contractuellement à ses sous-traitants le respect de l'ensemble du droit social français, y compris les salaires minima de sa convention collective pour la catégorie considérée. Il est responsable de ce respect vis-à-vis du Centre Hospitalier Intercommunal.

6.2.5 Information en cas de procédure judiciaire

Le Titulaire sera tenu d'informer sans délai le Pouvoir Adjudicateur de l'existence, pour son compte ou celui d'un de ses sous-traitants, d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

6.2.6 Prise en compte des nouvelles installations

Si de nouvelles installations doivent être prises en charge, elles seront intégrées dans les mêmes conditions que le marché initial.

Dans le cadre d'extension, de modifications des installations ou de changement d'énergie, ces changements seront intégrés dans les mêmes conditions que le marché initial.

La prise en compte de nouvelles constructions ou installations feront l'objet d'un avenant.

Le Pouvoir Adjudicateur quant à lui s'engage à mettre à disposition tous les éléments techniques et financiers qui intéressent le titulaire et qui présentent des conséquences sur l'exploitation des installations confiées.

6.2.7 Remise des installations en fin de contrat

En fin de marché ou en cas de résiliation, le Titulaire s'engage à laisser l'installation en parfait état de propreté et d'entretien, prête à affronter, sans incident prévisible, au moins un nouvel exercice.

La dernière année du marché, neuf mois avant l'échéance du présent contrat, un état des lieux ainsi qu'un procès-verbal notifiant l'état d'entretien et de fonctionnement des installations, seront dressés contradictoirement.

Ceci comprendra notamment :

- remise d'un jeu complet et mis à jour, de plans, schémas et documentations techniques sur l'ensemble des installations concernées.

- établissement d'un rapport de sécurité et d'analyse de performance, par un organisme spécialisé, qui aura reçu préalablement l'accord du Pouvoir Adjudicateur.

- suite au rapport de l'organisme spécialisé, présentation au Pouvoir Adjudicateur, en indiquant les travaux éventuels de remise à niveau, en hiérarchisant leurs degrés d'urgence.

- réception des travaux engagés, avant réalisation du solde du contrat existant.

Les travaux qui seraient indispensables au bon fonctionnement des installations devront être exécutés par le Titulaire dans les délais fixés par le Pouvoir Adjudicateur et aux frais du Titulaire.

En cas de contestation, il sera désigné, d'un commun accord, un Expert agréé auprès du Tribunal qui précisera s'il y a lieu, la nature et l'importance des réparations à effectuer pour rendre les installations aptes à un fonctionnement satisfaisant pendant une nouvelle année, chaque partie s'engageant par avance à accepter les conclusions de l'Expert.

Le Titulaire devra aussi assurer une participation réelle et effective aux réunions de passation qui pourraient avoir lieu, à la fin du présent contrat (cas de la prise en charge par un autre exploitant à la fin du contrat).

Dans ce cas un Procès-Verbal sera établi, afin qu'il puisse être rectifié par les différentes intervenants, et aussi éviter tout litige ultérieur.

6.3 Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont détaillés dans le C.C.T.P.

6.4 Ordre de service

Le marché s'exécute au moyen d'ordres de services.

Les bons ordres de services seront notifiés par les établissements de santé du GHT au fur et à mesure du marché. Les mentions devant figurer sur chaque ordre de service sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- le numéro du marché ;
- la date et le numéro de l'ordre de service ;
- la nature des services souhaités ;
- la période considérée ;
- le lieu d'exécution des prestations ;
- le code service relatif à la facturation via Chorus Pro.

Seuls les ordres de services signés par le représentant de l'établissement de santé pourront être honorés par le titulaire.

Un accusé réception de la commande sera envoyé systématiquement par fax ou par mail à l'établissement de santé concerné.

6.5 Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13 du CCAG-FCS.

6.6 Modalités de facturation et de règlement

La facturation devra être établie de la manière suivante :

- Une facture pour le poste P1 (M.C.I),
- Une facture pour les postes P2,
- Une facture pour les postes P3/1 et P3/2,
- Une facture pour le poste P9,
- Une facture ou avoir pour le solde P1 (inclus l'intéressement (I)).

Le titulaire devra détailler sa facture par postes suivant la décomposition souhaitée par le pouvoir adjudicateur, ce dernier devant refacturer certains postes au GIP Seine Alim' (Cuisine Centrale) et à l'occupant de la blanchisserie.

6.6.1 -Etablissement de factures intermédiaires

Pour la prestation P1 (M.C.I), il sera établi des factures intermédiaires chaque mois en fonction de la consommation de chaleur consommée et relevée sur compteur. Il sera indiqué à titre d'information les consommations d'eau chaude sanitaire. Pour la prestation P9, il sera établi des factures mensuelles en fonction de la consommation d'eau par m3 d'eau traitée.

Pour les prestations P2 et P3 il sera établi des factures mensuelles ; elles seront égales à 1/12^{ème} des redevances annuelles.

Elles seront basées sur les redevances forfaitaires d'exploitation précisées en annexe (P2 et P3) de l'acte d'engagement.

Pour l'établissement des factures intermédiaires, il est demandé au Titulaire la plus grande transparence : les consommations, les indices utilisés et les résultats des formules de révision seront clairement notifiés.

Le Titulaire joindra **obligatoirement** à toute demande de facture intermédiaire, les photocopies des publications des indices utilisés, faute de quoi la demande de facture intermédiaire ne pourra être traitée. Elle lui sera retournée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas précis, il ne pourra faire valoir aucun intérêt moratoire pour retard de paiement.

6.6.2 - Etablissement du décompte définitif

Après clôture de l'exercice au 31 Août, il sera établi obligatoirement par le Titulaire, un décompte définitif, tenant compte :

- du solde de la redevance P2 constitué de la prestation révisée suivant chapitre 7.2 du présent C.C.A.P diminuée des factures intermédiaires (sans les pénalités de ces factures) **et éventuellement diminuée des pénalités (révisées) sur la saison considérée.**

- du solde de la redevance P3 constitué de la prestation révisée suivant chapitre 7.2 du présent C.C.A.P diminuée des factures intermédiaires déjà facturées.

- pour la redevance P9 : du montant unitaire révisé suivant le chapitre 7.2 du présent C.C.A.P multiplié par la consommation totale constatée sur la période, diminué des factures intermédiaires déjà facturées.

- concernant le solde P1 (et l'intéressement (I)), celui-ci sera calculé conformément à l'article 5.2.7 du C.C.T.P et fera l'objet d'une facture ou d'un avoir spécifique.

Le décompte définitif sera envoyé par le Titulaire au Pouvoir Adjudicateur, au plus après clôture de l'exercice au 30 juin et avant le 31 Août. Faute de quoi, il sera appliqué les pénalités prévues à l'article 12 du présent C.C.A.P.

Le Titulaire joindra obligatoirement les photocopies des publications des indices utilisés, faute de quoi la demande de paiement ne pourra être traitée. Elle lui sera retournée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas précis, il ne pourra faire valoir aucun intérêt moratoire pour retard de paiement.

Dans le cadre d'une totale transparence et notamment sur le poste de fourniture de combustible, le Titulaire transmettra, au moment de l'établissement du décompte définitif, ses factures d'achat de gaz.

Le Pouvoir Adjudicateur dispose d'un (1) mois pour contester ce décompte et pour demander des compléments d'information (sur les consommations de combustible, les degrés jours, l'exploitation, les travaux effectués ou prévisionnels, les documents techniques, l'état des comptes P 3, etc...).

Le délai d'un mois est suspendu tant que le Titulaire n'a pas répondu correctement aux éléments demandés par le Pouvoir Adjudicateur.

Il est précisé que le Titulaire dispose alors de 15 jours ouvrés pour répondre aux précisions demandées. **Passé ce délai, des pénalités complémentaires sont applicables, conformément à l'article 12 ci-après.**

Après approbation par écrit du Pouvoir Adjudicateur, le Titulaire peut émettre le décompte définitif sous forme d'avoir ou de facture complémentaire reprenant le détail de chacun des bâtiments.

Le délai de paiement comptera à partir de la réception de la facture.

Les factures du TITULAIRE seront produites en trois exemplaires.

6.6.3 - Conditions de règlement

Toutes les situations et factures seront établies hors taxes, puis majorées de la T.V.A.

Le Pouvoir Adjudicateur, s'engage à effectuer le mandatement des factures dans un délai de 50 jours à compter de la date de réception de la facture correctement établie.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir, de plein droit, au profit du Titulaire, des intérêts moratoires calculés aux taux d'intérêt légal augmenté de deux points conformément aux dispositions du décret N°2002.231 du 21 février 2002 et de sa circulaire d'application du 13 mars 2002, à condition toutefois que ce retard ne soit pas dû à une émission de demande d'acompte, de décompte définitif incomplet (sans justificatif ou présentant des justificatifs incomplets).

Pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée, les montants des acomptes et du solde seront calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement.

Ces montants seront éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

Le paiement s'effectuera selon les règles de comptabilité publique. Le comptable assignataire chargé des paiements est **Monsieur le Trésorier Principal du Centre Hospitalier intercommunal Caux Vallée de Seine.**

6.6.4 - Présentation des factures

Il est expressément demandé au Titulaire d'établir les factures intermédiaires et la facture du

Décompte Général Définitif en tenant compte des paramètres suivants :

- Détail hors taxes par lieu, des redevances P1, P2, P3/1, P3/2, P9.
- Total général hors taxes des redevances P1, P2, P3/1, P3/2, P9.
- Total général toutes taxes comprises des P1, P2, P3/1, P3/2, P9.

Il est toléré que ces renseignements figurent en annexe du décompte ou de la facture.

Il est précisé que toutes les factures des prestations effectuées seront établies en euros.

6.6.5 - Paiement des co-traitants et des sous-traitants

Un avenant ou acte spécial sera dressé. Un modèle est joint à l'acte d'engagement.

Il indique en outre pour les sous –traitants du premier rang à payer directement :

- les renseignements prévus au C.C.A.G.
- le compte à créditer
- la personne habilitée à donner les renseignements prévus au code de la commande publique
- le comptable assignataire des paiements

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le Maître de l'Ouvrage aux sous-traitants concernés ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la

T.V.A.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit également signer l'attestation.

6.7 Provision pour solde

A l'échéance du contrat, un état définitif sera établi, d'un commun accord entre les parties, éventuellement avec l'assistance d'un expert, pour établir le décompte général, technique et financier, du présent marché.

A cette occasion, il sera comptabilisé l'ensemble des sommes dues par chacune des parties, dans le respect des clauses du contrat, en relation avec l'état des installations et la nature des prestations effectuées.

6.8 Nantissement

La Société pourra, si elle le désire, bénéficier du régime de nantissement conformément aux dispositions de l'article R2191-45 du Code de la commande publique.

6.9 Cas de force majeure

En cas de suspension des fournitures et prestations définies, le Titulaire n'est pas tenu pour responsable dans les circonstances suivantes :

- **En cas de force majeure : en application de l'article 1148 du Code Civil, c'est-à-dire à l'occasion de la survenance de tout événement imprévisible, insurmontable et externe.**
- **En cas d'événements exceptionnels, la liste ci-après n'étant pas exhaustive : guerres, émeutes, coupure gaz, coupure de courant par EDF (ou autre fournisseur) pour la partie des installations non secourues par un groupe électrogène**
- **Toute interdiction administrative de poursuivre l'exploitation en l'état.**

Dans tous ces cas de suspension, le Titulaire et le Pouvoir Adjudicateur rechercheront en commun les mesures à prendre, tant pour la sauvegarde des installations que pour la poursuite de l'exploitation, même partiellement.

Force majeure : Sont considérés comme tels tous les cas d'impossibilité d'exécution indépendants de la volonté des parties et qui aurait pour effet de rendre l'exécution des obligations prévues insoutenables du point de vue technique ou financier, en particulier les cas suivants : la guerre, les émeutes et mouvements populaires, les inondations, les calamités naturelles, les coupures d'électricité ou de gaz, le contingentement du combustible, les mesures gouvernementales ou administratives.

Service minimal en cas d'arrêt de travail ou de grève

En cas d'arrêt de travail de son personnel, le Titulaire est tenu d'assurer les prestations indispensables au bon fonctionnement des sites à sa charge.

La grève n'exonère pas le Titulaire de ses obligations contractuelles. Il lui appartient de trouver toutes les solutions palliatives et à ses frais nécessaires afin de se conformer à la bonne exécution du marché. En aucun cas, la sécurité des usagers ne pourra se trouver affectée par la situation. Tout manquement fera l'objet d'une mise en demeure et pourra constituer un cas de résiliation du marché aux torts du Titulaire.

6.10 Confidentialité

Le titulaire est tenu au titre du présent contrat, non seulement à la confidentialité la plus absolue, mais également à la neutralité et à la plus extrême discrétion vis à vis des échanges qui pourraient impliquer des patients et du personnel des établissements.

Tous les renseignements fournis au personnel du titulaire, tous les documents qui lui sont confiés, tous les entretiens auxquels il participe, et mentionnés comme tels, sont considérés comme strictement confidentiels. Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation auprès de son personnel.

De son côté, le pouvoir adjudicateur s'engage à garder confidentiels les méthodes, savoir-faire, process utilisés ou développés par le titulaire dont il pourrait avoir connaissance.

Le règlement européen (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016) relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données est opposable au titulaire.

Le titulaire s'engage à accomplir sa mission selon les règles de sa profession. Il s'engage à ne divulguer aucune information sans l'autorisation du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine.

6.10.1 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

6.10.2. Description du traitement de données à caractère personnel

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte du Maître d'ouvrage les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

Article 7 PRIX DU MARCHÉ

7.1 Caractéristiques des prix

Les prix unitaires sont réputés comprendre toutes les dépenses, taxes, charges et aléas relatifs à la bonne réalisation du marché à quelque titre que ce soit y compris toutes sujétions particulières découlant de la nature des prestations, produits, de lieux de livraisons, les conditionnements, l'emballage, la manutention, l'assurance, le stockage et le transport jusque dans les locaux des établissements du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine.

Les prix sont indiqués en euros (€) hors taxe et toutes taxes comprises.

Les prix définis comprendront les impôts et toutes les taxes en vigueur à la signature du présent contrat (taxe professionnelle, etc.), et évolueront éventuellement en fonction du montant des taxes et impôts nouveaux établis ou des impôts supprimés. La proposition sera exprimée en prix hors taxes et avec taxes de valeur ajoutée incluses, au taux de TVA en vigueur.

7.1.1 – Dispositions générales

En référence au Guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat approuvé par la décision N° 2007-17 du 4 mai 2007 du Comité exécutif de l'OEAP, les clauses applicables dans leurs concepts, sont celles du marché de type M.C.I.

Les modalités de calcul pour ce type de marché sont énoncées dans leurs globalités dans le C.C.T.P.

Le Titulaire s'engage à la totale transparence dans l'exécution du contrat en ce qui concerne, notamment la production et la justification de ses comptes d'exploitation et de l'ensemble des rapports demandés et précisés dans le C.C.T.P.

7.1.2 – Forme et contenu des prix

Fourniture du combustible (P1)

Prestations suivant la partie du Marché de type M.C.I

La redevance P1 correspond à la fourniture de chaleur nécessaire au chauffage des locaux (statique et dynamique) et à la production d'eau chaude sanitaire.

La fourniture de chaleur est réglée suivant une redevance unitaire basée sur une consommation totale de base qui est précisée en annexe de l'acte d'engagement. Le coût est exprimé en €/MWh.

Prestations de type (P2)

Ces prestations seront réglées à prix global et forfaitaire pour chaque exercice annuel éventuellement diminué du montant des pénalités.

Elles sont réputées établies pour chaque poste sur un exercice annuel, donc indépendamment de la durée réelle de la saison de chauffage ou des conditions particulières en été.

Le Titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail. Les modalités d'application des dispositions de ces textes sont fixées par le C.C.A.G prestations de services.

Le Titulaire peut demander au pouvoir adjudicateur de transmettre avec son avis les demandes de dérogations prévues par les lois et règlements, qu'il peut formuler du fait des conditions particulières du marché.

Le Titulaire doit aviser ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées ci-dessus leur sont applicables ; il reste responsable du respect de celles-ci.

Conduite, surveillance et contrôle, réglage et entretien courant

Les dépannages et l'astreinte 24h/24h et 7j/7j, sont inclus forfaitairement dans les prestations de type P2.

La proposition du Titulaire sera accompagnée de tous les détails concernant les délais d'intervention, l'organisation mise en place et les moyens en personnel ainsi que des justifications concernant l'élaboration du montant forfaitaire de la prestation.

Le montant global forfaitaire sera décomposé pour chaque ligne dans les bordereaux annexés à l'acte d'engagement.

La fourniture des divers ingrédients et petits matériels (chiffons, graisse, joints, visserie, petit matériel, courroies, réactifs pour analyse (sauf ceux prévus en prestation P9 – élément dérivé du P2 pour faciliter l'interprétation), produits de désinfection, de détartrage, d'appoint glycol, etc.... ainsi que les pièces d'un montant unitaire d'achat par le Titulaire inférieur à 400 €HT sont comprises sans restriction dans le montant P2.

D'autre part, le Titulaire est chargé du suivi des contrôles, visites légales et réglementaires des installations à sa charge, dans le cas où la législation l'impose. Il déclenchera ces dernières auprès du Pouvoir Adjudicateur (il assurera son devoir de conseil). Le Titulaire a l'obligation dans le cadre du présent marché d'assister à l'ensemble de ces visites avec les organismes de contrôle agréés et devra lever l'ensemble des réserves quand celles-ci lui incombent au titre de ses redevances.

Il fournira lors du rapport annuel la traçabilité : - rapport de levée des réserves

- la planification des prochaines opérations pour lever les réserves restantes,

Il rappellera à ces organismes, d'envoyer directement 2 exemplaires de leurs rapports au Pouvoir Adjudicateur, les frais afférents à ces contrôles et visites étant à la charge du Titulaire.

Lorsque le Titulaire n'effectue pas lui-même certains travaux de gros entretien ou de renouvellement, il sera invité à la prise en charge ou « réception » des travaux exécutés.

En particulier, les opérations de vidange, d'isolement, de remplissage et de remise en service des installations nécessaires pour ces travaux, devront se faire sous la surveillance du Titulaire, mais à la charge du Pouvoir Adjudicateur. Sur ce point particulier, il convient que toutes les opérations liées à la vidange et au remplissage des installations (y compris les produits de traitement et purges) soient clairement précisées dans le cadre des travaux. Ces diverses opérations pourront être négociées par le Pouvoir Adjudicateur avec le Titulaire.

Les heures de présence du Titulaire seront facturées au Pouvoir Adjudicateur sur attachement.

Garantie totale – Gros Entretien (P3) – GER Gros Entretien et Renouvellement

La redevance P3 correspond aux prestations de gros entretien et de garantie totale des installations techniques confiées faisant déjà l'objet de la redevance P2.

Les redevances sont globales et forfaitaires ; elles sont réputées établies, dans les mêmes conditions que les redevances P2. Pour les prestations relevant du P3, le Titulaire s'engage à respecter les clauses administratives et techniques générales applicables aux marchés de travaux et plus particulièrement :

- la production des justificatifs détaillés (avec quantités et prix unitaires suivant les coefficients de marge et taux horaires indiqués en annexe de l'acte d'engagement)
- l'établissement du programme d'exécution et du projet complet lors de renouvellement massif (avec schémas, plans d'exécution des ouvrages, spécifications techniques détaillées, notes de calcul et études de détails)
- la consultation, si besoin, d'un bureau de contrôle technique et/ou de la Commission de Sécurité
- la déclaration éventuelle des sous-traitants
- la coordination des travaux, les règles d'hygiène et de sécurité, la protection du chantier, le nettoyage et l'évacuation des gravats et matériels non récupérés par le Pouvoir Adjudicateur, etc...
- les essais et épreuves avant mise en service, les finitions et réglages
- le dossier des ouvrages exécutés et la mise à jour des annexes techniques des installations confiées (notices, schémas, plans, consignes d'exploitation, ...).

Dans le cadre de la transparence du marché, la redevance P3 est décomposée en deux termes :

- La redevance P3/1 forfaitaire, transparente et avec répartition en fin de contrat est la provision nécessaire pour le remplacement partiel du matériel suite à une intervention urgente constituée principalement par les réparations ou remplacements liés à un incident.

- La redevance P3/2 forfaitaire, transparente et avec répartition en fin de contrat, est la provision nécessaire pour réaliser l'ensemble du renouvellement de matériel nécessaire pour le maintien ou l'amélioration des installations selon l'échéancier proposé par le Titulaire annexé à l'acte d'engagement.

En cas de remplacement total non prévu dans le plan de renouvellement, il y aura lieu d'aménager conjointement le planning de renouvellement afin d'éviter tout dépassement du compte P3/2.

Le compte d'exécution concerne la redevance P3 (P3/1 et P3/2). Elle est soumise aux clauses de la G.T.R (Garantie Totale avec Répartition); les conditions spécifiques de gestion par le Titulaire du compte d'exécution et de répartition sont précisées notamment dans le C.C.T.P.

Prestations de Type P9 : produits de traitement d'eau

(Dérivé du P2 pour faciliter l'identification de cette charge)

La redevance correspond aux prestations de fourniture des produits de traitement des eaux : sels pour adoucisseurs, réactifs filmogènes anti-corrosion, correcteurs de PH/ TH, ...

Ces prestations seront réglées à prix unitaire (en euros par mètre cube d'eau traitée) comprenant, pour chaque produit, la fourniture et main-d'œuvre nécessaires.

Les montants unitaires seront indiqués par le Titulaire dans l'acte d'engagement.

La fourniture des produits de conditionnement, de désinfection des résines et des réactifs d'analyse est comprise sans restriction dans le montant unitaire du sel d'adoucisseur.

La prestation pour le présent marché comporte :

- la redevance P9/1 correspond à la prestation d'adoucissement de l'eau, avec la fourniture du sel ou produit équivalent. C'est une redevance unitaire en Euros HT/m³ d'eau traitée (TH 0).

- la redevance P9/2 correspond à la prestation d'adoucissement de l'eau, avec la fourniture du sel ou produit équivalent. C'est une redevance unitaire en Euros HT/m³ d'eau traitée (TH 7).

La fourniture des produits de conditionnement, de désinfection des résines et des réactifs d'analyse est comprise sans restriction dans le montant unitaire du sel d'adoucisseur.

- la redevance P9/3 correspond au traitement complémentaire éventuel, avec fourniture des produits réactifs correspondants. C'est une redevance unitaire facturée en Euros HT/m³ d'eau traitée.

7.2 Révision des prix

7.2.1 – Indexation automatique des prix

Les prestations des articles 4 et 6 du CCTP seront indexées sur le principe du P2 et P3.

7.2.1.1 – Valeurs de base

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois de référence fixé dans l'acte d'engagement

Ce mois est appelé "Mo"

Les indices " o " correspondent aux valeurs des paramètres du mois zéro, précisées en annexe de l'acte d'engagement.

7.2.1.2 – Indexation des prix

Les prix sont actualisable dans le cadre de la réglementation générale des prix et seront indexés par application des formules suivantes :

A. Fourniture de combustible (P1)

Fourniture de chaleur pour le chauffage et la production ECS - MCI

Les coefficients A, B, C, D, E et F sont à proposer par les candidats en fonction du prix du gaz au moment de la réponse

Le poste P1 chauffage est rémunéré sur la base du prix global et forfaitaire, et peut être décrite comme suit :

La consommation de MWh de chaleur nécessaire pour assurer le chauffage des locaux est, pour les conditions climatiques moyennes définies par le nombre de degrés-jours de base contractuelle X (NDJX contractuel), réglée à prix unitaire K corrigé.

La consommation théorique de base NB correspondant au prix P1, ainsi que les éléments de calcul de cette consommation sont définis au même article.

Le prix K est ajusté en fonction de l'évolution du prix du combustible utilisé en chaufferie ou de l'énergie principale.

Le prix Ec (Eau chaude sanitaire) est ajusté suivant les mêmes formules évoqué ci-après que le prix K.

□ Les formules d'actualisation sont les suivantes :

Gaz Naturel :

Site chauffage et ECS

$$P=P0 \times (a \cdot PEG / PEG0 + b \cdot TR / TR0 + c \cdot TAX / TAX0 + d \cdot CEE / CEE0 + e \cdot CPB / CPB0)$$

avec :

$$a+b+c+d+e=1$$

Où :

- P0 est le prix unitaire de base du gaz à la date de notification du marché ;
- P est le prix révisé.
- PEG est le prix ou indice de référence du gaz sur la place de marché
- PEG0 sa valeur à la date de référence ;
- TR est l'indice d'acheminement défini par $TR=TCS+TCR+TCL+ABOT2+TVDT2+CTA$
- TR0 la valeur correspondante à la date de référence ;
- TAX est le montant de la taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel (TICGN)
- TAX0 sa valeur à la date de référence ;
- CEE est l'indice agrégé des certificats d'économie d'énergie, défini par
- $CEE=CEEch+C2Ecl+C2Eprec+CEEgaz_prec$
- CEE0 la valeur correspondante à la date de référence ;
- CPB est le coût unitaire des certificats de production de biogaz
- CPB0 sa valeur à la date de référence

Les coefficients a+b+c+d+e et leurs valeurs numériques sont fixés à l'acte d'engagement. Par défaut, ils seront de :

- $a=0,55 \rightarrow 55 \%$ sur le PEG (énergie de marché)
- $b=0,20 \rightarrow 20 \%$ sur TR acheminement (TCS, TCR, TCL, ABOT2, TVDT2, CTA)
- $c=0,05 \rightarrow 5 \%$ sur TAX (TICGN)
- $d=0,10 \rightarrow 10 \%$ sur CEE / C2E
- $e=0,10 \rightarrow 10 \%$ sur CPB

B. Prestations de conduite et de petit entretien (P2)

$$P'2=P2x [0.15+(0.70x(ICHT-IME/ICHT-IMEo))+(0.15x(FSD1/ FSD1o))]$$

Où :

P2 représente le prix de la redevance de base du marché

P'2 représente le prix révisé de cette même redevance

Avec :

ICHT-IME₀ : indice global pondéré des salaires ICHT-IME avec CICE - "coût horaire du travail, Industries Mécanique & Electrique" - Date de mise en ligne 13/12/2024 :141.4

FSD1₀ : indice global des Frais et services divers - modèle de référence n°1 : Date de mise en ligne 20/12/2024 : 180.2

Pour les factures intermédiaires, les valeurs à prendre seront ceux connus au jour de la facturation.

Pour le décompte, les indices seront égaux à la moyenne des valeurs publiées au prorata temporis durant l'exercice annuel.

Les pénalités seront révisées selon la même formule et seront déduites par le Titulaire lors de l'élaboration de chaque facture intermédiaire et du décompte général définitif.

Le Titulaire devra inclure pour chaque facture intermédiaire un chapitre "déduction des pénalités de la période écoulée".

Le Titulaire devra inclure pour le décompte général définitif un chapitre "déduction des pénalités de la saison écoulée".

C. Garantie totale – Gros entretien (P3)

$$P'3 = P3 \times [0.15 + (0.70(BT40 / BT40_0)) + [0.15(FSD1 / FSD1_0)]]$$

P3 représente le prix de la redevance de base du marché

P'3 représente le prix révisé de cette même redevance

BT40₀ index Bâtiment Chauffage - "Chauffage central (sauf chauffage électrique)" Date de mise en ligne 13/12/2024 :128.4

FSD1₀ : indice global des Frais et services divers - modèle de référence n°1 : Date de mise en ligne 20/12/2024 :180.2

L'indice ICHT-IME est publié sur le site de l'INSEE (identifiant : 001565183 – indice mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges dans l'Industrie mécanique et électrique).

L'indice FSD1 est publié dans le Moniteur des travaux publics (FSD1).

L'indice BT40 est publié sur le site de l'INSEE.

ICHT-IME, BT40 et FSD1 sont les valeurs des mêmes indices définitifs connus au dernier jour du mois de révision des prix, **date de mise en ligne du site du Moniteur faisant foi.**

D. Traitement de l'eau (P9)

$$P'9 = P9 \times [0.15 + (0.70 \times (ICHT-IME / ICHT-IME_0)) + (0.15 \times (FSD1 / FSD1_0))]$$

Où :

P9 représente le prix de la redevance de base du marché

P'9 représente le prix révisé de cette même redevance

Avec :

ICHT-IME₀ : indice global pondéré des salaires ICHT-IME avec CICE - "coût horaire du travail, Industries Mécanique & Electrique" - Date de mise en ligne 13/12/2024 :141.4

FSD1₀ : indice global des Frais et services divers - modèle de référence n°1 : Date de mise en ligne 20/12/2024 :180.2

Pour les factures intermédiaires, les valeurs à prendre seront ceux connus au jour de la facturation.

Pour le décompte, les indices seront égaux à la moyenne des valeurs publiées au prorata temporis durant l'exercice annuel.

E. Conditions d'indexation

Les prix de base seront indexés en fonction des indices économiques et la facturation définitive sera effectuée chaque année, lors du décompte général définitif, à partir des moyennes prorata temporis des indices de la période d'exécution du marché. Les tarifs seront arrondis au centime par application des règles suivantes :

- les valeurs des index et indices sont ceux du B.O.C.C.R.F ou des barèmes spéciaux

- les différents termes seront calculés avec sept décimales et arrondis au plus près de 6 décimales, la somme des termes étant arrondie au plus près de 6 décimales

- pour tous les calculs, le terme sera arrondi au-dessous, si la décimale à négliger est un 5 (cinq).

Les conditions d'indexation seront modifiées dans les cas où la réglementation l'exigerait, notamment par blocage ou neutralisation des modalités d'indexation.

7.2.2 Clause butoir

Après application de la formule de révision ci-dessus, la hausse des prix ne pourra excéder 3% par année.

7.2.3 Clause de sauvegarde

Si, pendant le délai contractuel le coût des prestations (P2, P3 ou P9) subit une variation de plus ou moins 3 % durant une année contractuelle, l'une ou l'autre des parties peut demander un aménagement en vue de rétablir une équitable concordance entre la tarification et les conditions économiques de l'époque. Un avenant sera alors rédigé.

Lorsque la révision des prix fait apparaître, par rapport aux valeurs de base, un taux de variation supérieur à 3%, les parties s'engagent à convenir d'un rendez-vous pour déterminer au mieux les valeurs de la révision des prix.

En cas de désaccord persistant à l'issue de négociations, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle hausse des prix lorsque cette hausse est supérieure à 3%.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle hausse des prix lorsque cette hausse est supérieure à 3%.

En cas de la résiliation prématurée, le titulaire s'engage à poursuivre l'exécution du marché pendant le temps nécessaire à la relance d'une nouvelle consultation et à l'attribution du nouveau marché.

Article 8 AVANCE

8.1 Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire selon les modalités de l'article R 2191-3 du Code de la commande publique. L'option B du CCAG-FCS est retenue.

Conformément à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5%.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME mentionnée à l'article R. 2151-13, du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5 %

Si le titulaire n'a rien indiqué dans l'acte d'engagement, ou si la réponse n'est pas interprétable, le pouvoir adjudicateur considérera que l'avance n'est pas demandée par le titulaire.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'assiette de l'avance prévue au Code de la Commande Publique, pour le titulaire, au montant correspondant aux prestations lui incombant.

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Les limites fixées dans le Code de la Commande Publique sont appréciées par référence au montant des prestations confiées au sous-traitant tel qu'il figure dans le marché ou dans l'acte spécial.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le pouvoir adjudicateur.

Le remboursement de cette avance s'effectue selon les modalités prévues dans le Code de la Commande Publique.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le pouvoir adjudicateur dès la notification de l'acte spécial.

8.2 Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

Article 9 GARANTIES FINANCIÈRES

Aucune clause de garantie ne sera appliquée.

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché, le Titulaire, ainsi que les cotraitants et sous-traitants éventuels, doivent justifier qu'ils sont en possession :

- D'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;
- D'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1240 à 1242 du Code Civil ;
- D'une assurance couvrant la responsabilité civile en exploitation.

Eu égard à l'importance des installations confiées, le Titulaire sera assuré au minimum pour les montants suivants :

- Dommages corporels : 2 500 000 Euros hors taxes par sinistre,
- Dommages matériels et immatériels : 1 800 000 Euros hors taxe par sinistre et par année.
- Une police d'assurance couvrant toutes les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile du fait de la mise en œuvre de procédés ou matériaux qui ne sont pas de technique courante et ne peuvent bénéficier comme tels des garanties prévues aux contrats visés ci-dessus.

Aucun règlement ne peut avoir lieu sans les attestations des compagnies d'assurances intéressées certifiant que le Titulaire (et/ou son sous-traitant) a réglé toutes les primes afférentes aux polices mentionnées ci-avant, ainsi que les frais de contrôle qui, éventuellement, lui incombent.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de payer directement les primes aux compagnies d'assurances et d'en imputer le montant sur les sommes dues au Titulaire.

Le Titulaire devra pouvoir justifier à tout moment de la validité de ses assurances. Il remettra annuellement au Pouvoir Adjudicateur une attestation d'assurance ainsi que la copie des conditions générales et particulières de ses polices d'assurance.

Le Titulaire s'engage à garantir le Pouvoir Adjudicateur contre tous recours découlant de la présente convention et à répondre, s'il y a lieu, aux appels en garantie de cette dernière. Le Titulaire doit payer régulièrement les primes d'assurances des contrats qu'il s'oblige à souscrire par la présente convention et à en justifier annuellement dans les comptes rendus prévus au CCTP.

En cas de sinistre le Titulaire s'oblige à informer le Pouvoir Adjudicateur dans les 3 jours de la survenance du sinistre et à affecter à la reconstruction des ouvrages et à la reconstitution des installations, la totalité des indemnités versées par les sociétés d'assurances et à supporter la différence entre le coût réel du sinistre et l'indemnité qui lui aura été versée par l'assureur. Dans cette hypothèse, le Titulaire devra réaliser les travaux nécessaires pour assurer la continuité de l'exploitation et la pérennité des installations.

Le Titulaire s'engage à supporter le coût de la mise en œuvre de tous les travaux qui pourraient être nécessaire au maintien de la continuité de l'exploitation des installations.

Toute modification substantielle aux contrats d'assurances doit être communiquée, sans délai, au Pouvoir Adjudicateur par Lettre Recommandée avec AR.

Article 11 MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

11.1 Mode de règlement du marché et modalités de financement

Le marché sera financé sur fonds propres et les dépenses seront affectées aux budgets d'exploitation des établissements membres du groupement hospitalier de territoire de l'Estuaire de la Seine.

Chaque établissement membre du GHT, dans le cadre de l'exécution du marché, sera facturé conformément aux clauses du présent dossier de consultation, et procédera pour ce qui le concerne au règlement du service fait.

Les paiements seront effectués par mandat administratif au compte courant du titulaire du marché précisé sur l'acte d'engagement.

11.2 Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11.2 du CCAG-FCS.

11.3 Dématérialisation des pièces administratives

Conformément à l'article L 2192-1 du Code de la commande publique, le titulaire du présent marché transmet ses factures sous forme électronique via Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) sous les codes service de chaque établissement membre du GHT (cf. Annexe du CCAP).

11.4 Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-FCS.

Les demandes de paiement seront établies en un original et une copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier,
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET,
- **le numéro du compte bancaire ou postal,**
- **le numéro du marché,**
- la période concernée,
- la nature des prestations exécutées ;
- le montant hors taxe des produits ou service en question éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération,
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS, tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché,
- le montant total TTC des produits livrés ou des prestations exécutées,
- la date de facturation,
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique,
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC,
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Les demandes de paiement, établies après service fait, seront adressées à l'établissement de santé concerné au service demandeur.

En cas de co-traitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire. Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon l'article 12 du CCAG-FCS.

En cas de sous-traitance :

- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

11.5 Délai global de paiement

Conformément aux articles R 2192-11 du code de la commande publique, les sommes dues en exécution du présent marché seront payées dans un délai de 50 jours à compter de la réception de la demande de paiement par l'établissement de santé

concerné. Ce délai n'inclut pas le délai bancaire. Les délais se calculent en jours calendaires, avec report au jour ouvrable suivant si l'échéance tombe un samedi, dimanche ou jour férié.

Le délai global de paiement peut être suspendu, conformément à l'article R 2192-27 et suivants du code précité, par l'ordonnateur ou le comptable lorsque des informations nécessaires devront être communiquées par le titulaire du marché.

Si un avenant de transfert est en cours de rédaction, le délai global de paiement est suspendu. Cette suspension prend effet de la date de la demande du titulaire du marché jusqu'à la date de la notification de l'avenant de transfert au titulaire du marché.

Conformément aux articles L 2192-12 et suivants du Code précité, le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché ou le sous-traitant éventuel payé directement, le bénéfice d'intérêts moratoires versés par le pouvoir adjudicateur. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

11.6 Conditions d'escompte

Le délai de paiement réglementaire est de 50 jours pour les établissements publics de santé. Les fournisseurs sont invités à présenter leurs conditions de paiement anticipé. Ils exposeront quel pourcentage d'escompte peut être appliqué en fonction du délai de paiement à réception de la facture.

Article 12 PÉNALITÉS

12.1 Différentes catégories de pénalités

Pour la désignation « jour », il faut entendre pour tout l'article 10, la dénomination de « jour calendaire » ceci inclut donc les samedis, dimanches et jours fériés.

12.1.1 Constat des pénalités

Au cas où le Titulaire encourt une pénalité, le Pouvoir Adjudicateur peut lui appliquer sur simple constat sans mise en demeure préalable.

12.1.2 Paiement des pénalités

Le Titulaire effectuera le versement de ces pénalités annuellement lors de l'établissement du décompte définitif suivant la notification desdites pénalités.

Toutes les pénalités sont données au présent contrat HT pour le cas où celles-ci seraient assujetties à la TVA.

12.1.3 Plafonnement des pénalités

Le montant des pénalités annuelles est plafonné à 10% de la redevance P 2 globale annuelle.

Ce plafond sera révisé annuellement selon la formule de révision du Poste P 2.

Lorsque le plafond est atteint, la faute du Titulaire est présumée suffisamment grave pour que le Pouvoir Adjudicateur soit fondé à prononcer la déchéance du Titulaire des droits résultants du présent contrat.

12.1.4 Application des pénalités

Les pénalités sont prononcées par le Pouvoir Adjudicateur après avoir, si nécessaire, mis en demeure le Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception postal, de fournir ses explications. Sa décision est notifiée au Titulaire par tout moyen permettant de lui donner une date certaine.

Le Titulaire est libre alors de contester la pénalité sous 10 jours ouvrés et il lui est loisible d'accéder aux pièces du dossier qui lui sont objectées et de faire part de son point de vue par écrit, ainsi que, s'il le souhaite, de vive voix.

Le paiement des pénalités n'exonère pas le Titulaire de son éventuelle responsabilité civile ou pénale vis-à-vis des tiers.

12.2 Modalités de calcul des pénalités

A. Pénalités forfaitaires

Lorsque le Pouvoir Adjudicateur envisage d'appliquer une sanction contractuelle, liée à des pénalités forfaitaires, la notification précisera le montant de ladite pénalité due par le Titulaire.

B. Pénalités journalières avec mise en demeure

Lorsque le Pouvoir Adjudicateur envisage d'appliquer une sanction contractuelle liée à des pénalités journalières, avec mise en demeure, le montant des pénalités est calculé par jour calendaire de la date d'application des pénalités précisée dans la

mise en demeure à la date de réception par le Pouvoir Adjudicateur d'un courrier recommandé avec accusé de réception transmis par le Titulaire précisant que l'action corrective a été réalisée.

C. Pénalités journalières sans mise en demeure

Lorsque le Pouvoir Adjudicateur envisage d'appliquer une sanction contractuelle liée à des pénalités journalières, sans mise en demeure, le montant des pénalités est calculé par jour calendaire de la date de notification de la pénalité à la date de réception par le Pouvoir Adjudicateur d'un courrier recommandé avec accusé de réception ou fax transmis par le Titulaire précisant que l'action corrective a été réalisée.

Tout jour engagé est comptabilisé.

D. Autres pénalités

12.2.1 Pénalités forfaitaires

Pour toute absence de déclaration de sous-traitance, le Pouvoir Adjudicateur peut appliquer une pénalité de 500€, sauf cas de force majeure ou cas prévu au présent contrat.

12.2.3 Pénalités journalières

A. Pénalité pour retard dans la fourniture d'un document annuel au Pouvoir Adjudicateur

Si, après une mise en demeure, par le Pouvoir Adjudicateur restée sans réponse pendant un délai de 15 jour franc, le Titulaire n'a toujours pas remis un des documents de suivi prévu, ce retard sera sanctionné par une pénalité :

- Rapport annuel d'exploitation et rapport annuel de sécurité

100 euros par jour, comptés à partir de l'expiration du délai de 15 jours francs ;

50 euros par jour, comptés à partir de l'expiration du délai de 15 jours francs en cas de non fourniture d'une partie des éléments à remettre au rapport.

- Décompte Général Définitif (ou refus de fournir les éléments nécessaires aux contrôles du D.G.D)

50 euros par jour, comptés à partir de l'expiration du délai de 15 jours francs.

- Plan de prévention

75 euros par jour, comptés à partir de l'expiration du délai de 15 jours francs.

B. Pénalités pour retard dans la fourniture d'un document mensuel de suivi au Pouvoir Adjudicateur

Si, après une mise en demeure, par le Pouvoir Adjudicateur restée sans réponse pendant un délai de 10 jour franc, le Titulaire n'a toujours pas remis un des documents de suivi prévu, ce retard sera sanctionné par une pénalité :

- Éléments nécessaires aux réunions de suivi intermédiaires :

- Etat des consommations (combustible, CO2, ECS, Traitement d'eau, Appoint d'eau) ;

- Suivi des fiches relatives aux enregistreurs de températures, désemboueurs et équilibrage avec analyse des résultats ;

- Suivi planning légionellose, contrôles réglementaires

- Suivi des interventions P2 et P9

- Bilan des actions menées sur le mois (en fonction de ce qui était prévu) et informations des actions à mener le mois suivant

- Suivi P 3 (Travaux réalisés – à réaliser (devis) – Dépenses – Factures – Solde)

- Une attention particulière devra être portée à la présentation des documents remis et à l'analyse de ceux-ci. En cas de non remise des documents de cette manière, ceux-ci devront être revus dans un délai de 10 jours, au-delà il sera appliqué une pénalité de :

50 euros par jour, comptés à partir de l'expiration du délai de 10 jours francs.

C. Pénalités dues durant la phase d'exploitation

Le Pouvoir Adjudicateur peut infliger au Titulaire des pénalités à titre de sanction des manquements à ses obligations dans les cas suivants, sur simple constat :

- Défaut dans l'exécution de prestations dues au cahier des charges (exemple : constat lors d'une visite d'un manque d'entretien des installations et des locaux techniques ou lorsque l'effet des prestations de maintenance est annulé par la mauvaise qualité de celle-ci),

- Retard lors de l'exécution des prestations programmées avec le Pouvoir Adjudicateur,

- Retard lors de la mise en route ou de l'arrêt des installations,

- Non-respect des dates programmées d'intervention,

- Non application des demandes d'horaire du Pouvoir Adjudicateur,

- Non intervention pour dépannage suite à un appel ou intervention hors délai,
- Température et hygrométrie hors tolérance par rapport à la valeur contractuelle,
- Arrêt alors que devraient fonctionner les installations techniques,
- Non information du résultat d'une intervention du Titulaire suite à un appel du Pouvoir Adjudicateur,
- Mise en place, mise à jour, complétude et disponibilité des livrets de chaufferie et carnets sanitaires,
- Remise des attestations de prestation faite ou des résultats des contrôles réalisés,
- Non mise à jour des schémas de principe et schéma électrique suite à des travaux,
- Non fourniture des documents CEE dans le cadre de travaux de renouvellement,
- Absence aux visites réglementaires et aux remplissages des cuves.
- Non réalisation de contrôles réglementaires, des inspections réglementaires
- Rupture de stock pour les pièces courantes (ex : Filtres, courroies, joints.....)

150 euros par jour et par infraction constatée,

D. Pénalités pour retard dans la réalisation de travaux P 3

Sauf cas de force majeure ou cas prévus au présent contrat, le Pouvoir Adjudicateur peut, en cas de retard dans la réalisation de travaux par rapport au calendrier de réalisation fourni par le Titulaire appliquer les pénalités ci-après.

Au cas où l'achèvement des travaux ne serait pas intervenu à la date fixée dans le calendrier de réalisation, le Titulaire est redevable d'une pénalité par jour de retard, d'un montant de 250 euros, courant à partir de la date d'achèvement fixée initialement.

E. Pénalités pour la conduite des travaux P2 et P3

Le Pouvoir Adjudicateur peut infliger au Titulaire des pénalités à titre de sanction des manquements à ses obligations dans les cas suivants, sur simple constat :

- Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier. Pour chaque infraction constatée et par jour calendaire : 500 euros ;
- Travaux sur le domaine public sans signalisation ou protection efficace. Par jour calendaire et par infraction constatée : 200 euros ;
- Bruits de chantier au-delà de la limite prescrite par les règlements locaux. Par jour calendaire et/ou infraction constatée = 100 euros ;
- Dépose de matériel, matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites. Par jour calendaire et/ou infraction constatée = 500 euros ;
- Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'ordonnancement ou à la coordination des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détails, plans de synthèse, etc....). Par document et par jour calendaire de retard = 300 euros ;
- Retard dans la production de justification et/ou provisions de prix des ouvrages non prévus. Par jour calendaire = 500 euros ;
- Retard dans la présentation des prototypes d'éléments de construction. Par jour calendaire = 250 euros ;
- Retard dans le nettoyage du chantier. Par jour calendaire = 500 euros ;
- Retard dans l'évacuation des gravois hors chantier. Par jour calendaire = 200 euros ;
- Défaut de dispositifs de nettoyage et nettoyage des voiries sur chantier. Par infraction et par jour calendaire = 500 euros.
- Travaux réalisés sans aucune information des dates d'intervention. Par jour calendaire = 250 euros

F. Pénalités pour retard dans la mise en exploitation des équipements

Sauf cas de force majeure ou cas prévus au présent contrat, le Pouvoir Adjudicateur peut en cas de retard dans la mise en exploitation des équipements par rapport au calendrier fourni par le Titulaire, appliquer les pénalités ci-après.

Au cas où l'achèvement des équipements ne serait pas intervenu à la date fixée dans le calendrier de réalisation, le Titulaire est redevable d'une pénalité par jour calendaire de retard, d'un montant de 1 000 euros, courant à partir de la date de mise en exploitation fixée initialement.

D'autre part, l'application d'une pénalité n'exclut en rien la responsabilité du Titulaire sur les conséquences indirectes de la prestation non ou mal exécutée.

Certaines pénalités et leurs conséquences directes ou indirectes pourront être couvertes par des assurances spécifiques.

Les pénalités ne sont pas applicables lorsque les circonstances ne sont pas imputables au Titulaire à condition toutefois que celui-ci ait mis tout en œuvre pour effectuer ses prestations dans les meilleures conditions possibles, compatibles avec les moyens et les matériels dont il disposait.

Les pénalités ne sont pas applicables si les installations techniques ne permettent pas d'atteindre les objectifs fixés aux C.C.T.P.

12.3 Pénalités horaires

A. Pour le chauffage des locaux (insuffisance ou excès)

Pour toute insuffisance ou excès de température constatée par période minimale de 4 heures en régime normal, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 100 € HT par période de 4h.

B. Insuffisance de température en début et fin de régime normal

En cas d'insuffisance de température pendant une période de plus de 30 minutes en début ou en fin de période de chauffe, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 100 € HT par insuffisance constatée.

L'insuffisance de température en début et fin de régime normal est cumulative avec celle pour insuffisance générale.

C. Pour la production d'ECS

Les températures prescrites au Cahier des Clauses Techniques Particulières sont des températures minimales à respecter. Toute température inférieure à celle demandée sera considérée comme insuffisante et donnera objet à pénalité. Le constat sur place en l'absence de sonde sera pris comme preuve des anomalies.

Pour toute insuffisance de température constatée par période minimale de 4 heures, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 100 € HT par période de 4h. Il en sera de même pour tout excès de température de plus de 3°C constaté par période de 4h.

D. Pour le traitement d'eau

Les degrés TH prescrits au Cahier des Clauses Techniques Particulières sont des degrés minimaux à respecter. Tout TH supérieur ou inférieur à ceux demandée sera considéré comme insuffisant et donnera objet à pénalité. Le constat sur place sera pris comme preuve des anomalies.

Pour tout écart de plus ou moins 10% du TH constaté par période minimale de 8 heures, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 90 € HT par période de 8h.

E. Constatation des anomalies

Les interruptions, insuffisances ou excès de chauffage, d'ECS ou de traitement d'eau, seront constatés, soit par des appareils d'enregistrement, soit par prise de mesure lors de visite, soit constatés sur la GTC.

12.4 Pénalités pour interruption globale de service

Le nombre d'interruptions globales du service (chauffage et ECS cumulés) est limité à deux par an.

Par interruption au-delà de la troisième panne, une pénalité forfaitaire égale à 5 % du montant global du poste P 2 sera appliquée.

A - Pénalités concernant la non intervention en dépannage ou astreinte

Toute carence dans le dépannage ou l'astreinte sera sanctionnée par des pénalités.

En cas d'appel en dépannage, ou d'alarme technique, le titulaire s'engage à intervenir dans les délais suivants :

- 2 jours ouvrables pour les travaux ne remettant pas en cause le fonctionnement des biens (degré d'urgence 3) A défaut d'intervention dans le délai ci avant indiqué, le titulaire se verra appliquer de plein droit une pénalité forfaitaire et libératoire d'un montant de 100 € par jour de retard
- Immédiat (de 7 heures à 17 heures du lundi au vendredi inclus sauf jours fériés) pour l'ensemble des équipements (degrés d'urgence 1 et 2). A défaut d'intervention dans le délai ci-avant indiqué, le titulaire se verra appliquer de plein droit une pénalité forfaitaire et libératoire de 200 € par tranches de 1 heures échues
- 2 heures 24 h/24 et 7 j/7 pour les équipements de production et de maintien du froid alimentaire. A défaut d'intervention dans le délai ci-avant visé, le titulaire se verra appliquée de plein droit une pénalité forfaitaire et libératoire de 500 € de retard par tranches de 2 heures échues

Suite à un appel pour dépannage ou suite à la réception d'une alarme, le titulaire devra avertir la Direction de l'établissement dès l'intervention réalisée (information sous 2 heures maximum), par mail et téléphone, si non les pénalités seront appliquées à hauteur de 50 € par Heure de retard d'information.

B - Défaut d'entretien des centrales de traitement d'air et filtres.

Tout défaut des centrales de traitement d'air ou de retard dans le changement des filtres entraînera en complément des pénalités journalières, un nettoyage et une désinfection des réseaux concernés.

C - Défaut du prestataire lié à la qualité, l'hygiène, la sécurité et l'environnement.

Le titulaire, en plus des réparations des dommages qu'il aura entraîné, devra s'acquitter d'une pénalité de 500 € par jour constaté de défaut

D - Défaut dans l'obligation de conseil et d'information.

Le titulaire par son contrat a une obligation d'information et de conseil. Au cas où il ne remplirait pas ces missions, il devra, à compter de la date du constat par le pouvoir adjudicateur aura entraîné, s'acquitter d'une pénalité de 500 € par jour de défaut

Toute période engagée vaut 24 heures hormis pour les pénalités comptabilisées en heures.

Dès que l'action corrective aura été réalisée par le Titulaire, celui-ci devra en avertir le Pouvoir Adjudicateur par courrier A.R et tout autre moyen de communication.

Le décompte des journées et/ou des heures se fera donc en fonction de la date et heure du constat par le Pouvoir Adjudicateur (à préciser dans l'envoi du courrier A.R, fax, mail....) et de la date et heure de réception du retour d'information du Titulaire afin de déterminer le montant des pénalités.

Après mise en œuvre répétée des pénalités et en cas de répétition de retards ou de malfaçons, le Centre Hospitalier se réserve le droit de suspendre vis-à-vis du titulaire les règlements P2 et P9. Ces sommes dues seront versées sur un compte d'attente au trésor Public. Préalablement à cette démarche, une liste des prestations en causes sera dressée conjointement avec le titulaire. Elle constituera la base contractuelle des éléments à lever en priorité pour rétablir le versement des sommes séquestrées. Cette procédure, avant mise en œuvre, sera notifiée par fax et recommandé au titulaire

12.5 Pénalités Diverses

A - Pénalités diverses pour non-respect du code du travail.

Des pénalités pourront être infligées au cocontractant s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail : dispositions relatives au travail dissimulé par dissimulation d'activité.

Le montant de cette pénalité sera, au plus, égal à 10 % du montant du marché et n'excédera toutefois pas celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

B - Pénalités pour pertes de marchandises

Dans le cadre de la maintenance des chambres froides et en applications des normes sanitaires de température, l'exposition des produits alimentaire au-delà des températures normées entraînera le remboursement intégral des denrées qui seront détruites, ainsi qu'une majoration de 500 € pour tenir compte du temps agent passé au remplacement des denrées, à la modification du plan alimentaire.

Pour la chambre froide négative, il est considéré que les produits seront détruits si la température à cœur est de - 15 °C. Il sera considéré également pour les produits en chambre froide positive, une destruction à compter d'une température à cœur de + 5 °C.

12.6 Assurances

D'autre part, l'application d'une pénalité n'exclut en rien la responsabilité du Titulaire sur les conséquences indirectes de la prestation non ou mal exécutée.

Certaines pénalités et leurs conséquences directes ou indirectes pourront être couvertes par des assurances spécifiques.

12.7 Force majeure

Les pénalités ne sont pas applicables lorsque les circonstances ne sont pas imputables au Titulaire (en particulier en cas de force majeure, voir article 6.9) à condition toutefois que celui-ci ait mis tout en œuvre pour effectuer ses prestations dans les meilleures conditions possibles, compatibles avec les moyens et les matériels dont il disposait.

12.8 Non-respect de la réglementation

Le Titulaire aura à supporter les frais, indemnités ou amendes auprès des Autorités Administratives consécutivement à un non-respect des réglementations de son fait.

Article 13 EXÉCUTION PAR DÉFAUT

Dans le cas où le titulaire n'aurait pas exécuté le présent marché selon les modalités du présent dossier de consultation, et si les nécessités de service l'exigent, ce dont les établissements de santé du Groupement Hospitalier de Territoire sont seul juge, la prestation concernée peut être assurée par un autre fournisseur aux frais et risques du titulaire en défaut, sans qu'il soit besoin de le mettre autrement en demeure.

Les frais engagés par les établissements de santé seront déduits d'une facture présentée en paiement au profit du titulaire, ou à défaut, feront l'objet d'un titre de recettes émis à son encontre par les Services Financiers des établissements de santé.

Article 14 MODIFICATION DU MARCHÉ

14.1 Avenants

Le présent marché pourra être modifié par voie d'avenant émanant de la cellule des marchés publics du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine, dans les conditions prévues aux articles R2194 du code de la commande publique.

Les modifications en cours de marché pourront notamment porter sur :

- l'ajout ou la suppression de prestations ou de services prévus initialement au marché ;
- l'augmentation ou la diminution des quantités de fournitures/équipements prévues initialement au marché ;
- la modification de la durée du marché ;
- les conséquences d'une évolution réglementaire ou législative entraînant une modification du périmètre du marché ;
- des adaptations techniques éventuelles.

14.2 Avenant de transfert

En cas de changement de dénomination sociale, de statut de la société, ou de rachat, le titulaire du marché doit, **impérativement et dans les meilleurs délais**, transmettre **par écrit** les informations nécessaires à la rédaction de l'avenant de transfert, dans le respect de l'article R. 2194-6 du Code de la commande publique.

14.3 Certificats administratifs

Certaines modifications mineures, de nature non substantielle, peuvent être constatées et validées par certificat administratif émis par le pouvoir adjudicateur.

Il s'agit notamment :

- de la correction d'erreurs matérielles sans incidence sur le montant ou les conditions d'exécution du marché ;
- des ajustements financiers de faible montant, ne dépassant pas un seuil fixe de 1 000.00 € HT, lorsqu'ils ne modifient pas l'économie générale du contrat ;
- du changement de coordonnées bancaires ou administratives du titulaire ;
- La renonciation aux pénalités de faible montant.

Article 15 MARCHÉS NEGOCIÉS DE PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, un marché négocié sans mise en concurrence pourra être attribué au titulaire pour la réalisation de prestations similaires.

Ces marchés ne pourront être passés au-delà d'une période de trois ans à compter de la notification du présent marché.

Article 16 RÉSILIATION

Les stipulations du CCAG-FCS, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

16.1 MOTIFS DE RESILIATION

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

La décision de résiliation est notifiée au Titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception. Elle prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de réception du courrier recommandé.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2142 et R. 2143 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 324-4 ou R. 324-7 du code du travail conformément aux articles R. 2143 du Code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

De plus, en cas de prestations interrompues répétées ou de manquements aux obligations du Titulaire, ayant occasionné à plusieurs reprises (au moins trois) la mise en œuvre de pénalités, le Pouvoir Adjudicateur adressera un avertissement au Titulaire par lettre recommandée. Pendant une période d'un an à compter de la date d'avertissement, la persistance ou plusieurs manquements du Titulaire à ses obligations autorisera le Pouvoir Adjudicateur à prendre les mesures de résiliation du marché pour faute de l'entreprise.

Le marché peut être également résilié par le Pouvoir Adjudicateur dans les cas suivants :

- Le Titulaire refuse de produire ses comptes ou produit des comptes inexacts ou incomplets, plus particulièrement dans le cadre de la transparence du P3 ;
- Les travaux réalisés dans le cadre du P3 font l'objet de problèmes techniques graves ;
- Le Titulaire modifie le contrat de fourniture d'énergie après la passation du contrat sans l'aval du Pouvoir Adjudicateur.

Article 17 LITIGES

17.1 Compétence juridictionnelle

En cas de difficulté sur l'interprétation du présent dossier de consultation, les parties s'efforceront de résoudre leur(s) différend(s) à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, le Tribunal administratif de Rouen est seul compétent.

17.2 Voies de recours

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert, 76005 Rouen

Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr, URL : rouen.tribunal-administratif.fr

☎ : 02 35 58 35 00 📠 : 02 35 58 35 03

Article 18 DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Article 5	Pièces contractuelles du marché	Dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS
Article 9	Prix	Dérogation à l'article 10 du CCAG-FCS
Article 10	Assurances	Dérogation à l'article 9 du CCAG-FCS
Article 12	Pénalités	Dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS
Article 13	Exécution par défaut	Dérogation à l'article 45 du CCAG-FCS

Dressé par le pouvoir adjudicateur du GHT de l'Estuaire de la Seine

Au Havre, le 13 février 2026

ANNEXE : LISTE DES LIEUX D'INTERVENTION

Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne)
ZAC du Manoir- Rue des Saules
76 170 Lillebonne

ANNEXE : LISTE INTERLOCUTEURS

Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne)
19 rue René Coty
76 170 Lillebonne
M. Letellier Jean-Luc
Tel : 02 35 39 10 24
Fax : 02 35 39 10 23
Mail : jeanluc.letellier@chi-cvs.fr

LEXIQUE :

A.E : Acte d'Engagement,
A.P.E : Activité Principale Exercée,
B.O.A.M.P : Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics,
B.P : Basse Pression,
B.T : Basse Tension,
C.C.A.P : Cahier des Clauses Administratives Particulières,
C.C.T.G : Cahier des Clauses Techniques Générales,
C.C.T.P : Cahier des Clauses Techniques Particulières,
C.L.I.N : Comité de Lutte contre les Infections Nosocomiales,
C.M.P : Code des Marchés Publics,
C.T.A : Centrale de Traitement d'Air,
D.D.A.S.S : Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
D.D.E : Direction Départementale de l'Équipement,
D.G.D : Décompte Général Définitif,
D.G.S : Direction Générale de la Santé,
D.J.U : Degrés Jours Unifiés,
E.C.S : Eau chaude sanitaire,
F.O.D : Fioul Oil Domestique (appelé plus communément Fioul Domestique),
G.M.A.O : Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur,
G.T.C : Gestion Technique Centralisée
G.T.B : Gestion Technique des Bâtiments,
G.T.R : Garantie Totale avec Répartition,
H.P : Haute Pression,
H.T : Haute Tension,
H.T.A : Haute Tension A,
I.N.S.E.E : Institut National de la Statistique et des Études Économiques,
J.O.U.E : Journal Officiel de l'Union Européenne,
M.C.I : Marché Comptage avec Intéressement aux économies d'énergie,
N.A.F : Nomenclature des Activités Françaises,
NB : Engagement de consommation de chauffage proposé par le Titulaire défini en fonction des températures, périodes, rigueur hivernale, ... définies dans le cahier des charges,
N'B : Engagement de consommation de chauffage proposé par le Titulaire réactualisé en fonction de la rigueur hivernale,
NC : Consommation réelle relative au chauffage et éventuellement à l'eau chaude sanitaire
NDJX : Nombre de degrés -jours de base X, constaté pour la durée de chauffage et à la station météorologique contractuelles,
P.H : Potentiel Hydrogène,

P.P.S.P.S : Plan Particulier de Sécurité et de Prévention de la Santé,
R.C : Règlement de Consultation,
R.C. ou R.M : Registre du Commerce ou Répertoire des Métiers,
R.I.B : Relevé d'Identité Bancaire,
S.I.R.E.T : Système d'Identification du Répertoire des Etablissements,
S.P.S : Sécurité et Protection de la Santé,
T.A : Titre Alcalimétrique (simple),
T.A.C : Titre Alcalimétrique Complet,
T.G.B.T : Tableau Général de Basse Tension,
VMC : Ventilation Mécanique Contrôlée.